

§ 2. De subsidieaanvraag wordt ingediend door middel van een door de administratie verstuurd formulier dat de volgende elementen bevat:

1° de statuten van de aanvrager;

2° de balans en resultatenrekeningen van de exploitant van het jaar voorafgaand aan de indiening van de aanvraag;

3° een voorstelling van de exploitant en, in voorkomend geval, van zijn maatschappelijk doel;

4° een gedetailleerde voorstelling van het project met vermelding van de algemene doelstelling, de geplande acties, de ontwikkelde methodologie, de eventuele specifieke benadering van het publiek, het doelpubliek, het soort begeleiding, de relevantie ervan met betrekking tot de algemene doelstelling, de verwachte impact evenals de indicatoren die het mogelijk maken de reikwijdte en de doeltreffendheid van de acties te beoordelen;

5° een beschrijving van het team en de vaardigheden waarop de actie van de exploitant gebaseerd is om de acties te verzekeren : - aantal vast personeelslid (opleiding, ervaring, functies), - vrijwilligers in een verantwoordelijke functie (opleiding, ervaring, functies);

6° een gedetailleerd budgetplan voor het project.

Het formulier voor de kandidaatstelling bedoeld in het eerste lid wordt bekendgemaakt op de website van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

**Art. 3.** § 1. De administratie beslist binnen de 30 dagen na ontvangst over de ontvankelijkheid van het dossier.

Het onvolledige dossier van de subsidieaanvraag, te laat ingediend of onverenigbaar met de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap, is niet-ontvankelijk.

De administratie deelt de beslissing over de ontvankelijkheid van het dossier mee aan de exploitant.

§ 2. De examencommissie brengt een met redenen omkleed advies uit volgens het model van de administratie over de mogelijkheid om steun te verlenen en het bedrag ervan toe te kennen.

De examencommissie baseert zich op de beoordelingscriteria voorzien in de artikelen 14/2 en 14/3, § 1, van het decreet.

§ 3. De administratie deelt de beslissing van de regering mee aan de exploitant.

**Art. 4.** § 1. Het bedrag van de subsidie mag niet hoger zijn dan de werkelijke kosten van het tweejaarlijkse project.

Uitgaven die bovendien al gesubsidieerd zijn, kunnen niet worden voorgelegd als bewijs van subsidiabele uitgaven.

§ 2. In de maand volgend op het einde van het project, en uiterlijk op 30 september van het jaar volgend op de toekenning van de subsidie, bezorgt de exploitant aan de administratie een bewijsdossier met daarin een activiteitenverslag en een financieel verslag.

De exploitant is verplicht om, binnen 15 dagen na ontvangst van het verzoek van de administratie, elk ander document of andere informatie te overleggen die hem later kan worden opgevraagd.

#### HOOFDSTUK 3. — Slotbepalingen

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 6.** De Minister van Gelijke kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 september 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,  
Gelijke kansen en het toezicht op « Wallonie Bruxelles Enseignement »,

F. DAERDEN

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/33414]

#### 8 SEPTEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions et modalités des appels à collaboration portant sur la création de séquences pédagogiques en e-learning pour l'enseignement de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, article 120<sup>decies</sup> ;

Vu le « test genre » du 24 juin 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 octobre 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 octobre 2021 ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux – section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné selon les procédures de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et du décret du 19 mai 2004 relatif à la négociation en Communauté française, conclu en date du 30 novembre 2021 ;

Vu le protocole de négociation au sein du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française, Wallonie-Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs, conclu en date du 26 novembre 2021 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 26 juin 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973.

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'emploi dans le présent arrêté des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épiciène en vue d'assurer la lisibilité du texte, nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> « enseignant » : un enseignant ou un expert chargé de cours d'un établissement d'enseignement de promotion sociale au sens du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2<sup>o</sup> « enseignant lauréat » : un enseignant ou un expert chargé de cours dont la proposition de collaboration est sélectionnée par le jury dans le cadre d'un appel à collaboration ;

3<sup>o</sup> « période de cours » : un temps correspondant à une plage d'activité d'enseignement telle qu'indiquée dans un dossier pédagogique d'unité d'enseignement au niveau de l'enseignement secondaire ou supérieur de type court ou de type long de promotion sociale ;

4<sup>o</sup> « période à attribuer » : un temps rémunéré pour la création d'une séquence pédagogique de l'appel à collaboration ;

5<sup>o</sup> « dossier de collaboration » : le dossier déposé pour répondre à un appel à collaboration ;

6<sup>o</sup> « séquence pédagogique » : une séquence pédagogique en e-learning composée d'une ou plusieurs activités d'apprentissage synchrones ou asynchrones dont les ressources (vidéo, exercices, diaporamas, sites, etc.), fournies par l'enseignant et/ou coconstruites avec les apprenants, sont généralement situées, sur une plateforme d'apprentissage en ligne et dont les activités sont à réaliser seul ou à plusieurs, avec ou sans le soutien d'un tuteur en ligne, en recourant aux supports et outils numériques ;

7<sup>o</sup> « unité d'enseignement » : unité d'enseignement constituée d'un cours ou d'un ensemble de cours qui sont regroupés parce qu'ils poursuivent des objectifs communs et constituent un ensemble pédagogique cohérent d'acquis d'apprentissage susceptible d'être évalué et validé ;

8<sup>o</sup> « Centre de Ressources pédagogiques » : Centre de Ressources pédagogiques de l'Administration générale de l'Enseignement du Ministère de la Communauté française.

**Art. 3.** Le Ministre qui a l'enseignement de promotion sociale dans ses compétences peut octroyer des subventions ou des dotations périodes dans le cadre du lancement d'appels à collaboration annuels et organisés par le Centre de Ressources pédagogiques vers l'ensemble des pouvoirs organisateurs de l'enseignement de promotion sociale par voie de circulaire.

Chaque appel à projets sera doté de thèmes prioritaires. Ceux-ci seront proposés par de l'Administration en charge de l'enseignement supérieur et de l'enseignement de promotion sociale et soumis à la concertation du Conseil général.

Chaque appel à collaboration mentionne :

1<sup>o</sup> le nombre de périodes de cours à couvrir par la séquence pédagogique créée et le nombre des périodes, dont bénéficiera le pouvoir organisateur, à attribuer à l'enseignant lauréat ;

2<sup>o</sup> les délais et modalités de dépôt des dossiers de propositions de collaboration ainsi que leur délai de sélection ;

3<sup>o</sup> les délais ou la fréquence des étapes de réalisation y compris les rencontres de travail avec les membres du Centre de Ressources pédagogiques ;

4<sup>o</sup> les thèmes prioritaires de développement définis ;

5<sup>o</sup> les moments et conditions d'octroi des périodes à attribuer.

Pour deux périodes développées dans le cadre du projet sélectionné à la suite de l'appel à collaboration, l'enseignant lauréat bénéficiera de 40 périodes correspondant au niveau des périodes de l'Unité d'Enseignement développée (période A, B ou C).

**Art. 4.** Chaque proposition de collaboration est introduite par un pouvoir organisateur de l'enseignement de promotion sociale. Chacune de ces propositions de collaboration désigne un enseignant de l'enseignement de promotion sociale. En cas de sélection de la proposition de collaboration, cet enseignant se verra attribuer les périodes prévues pour l'enseignant lauréat à l'article 3.

**Art. 5.** Le dossier déposé comprend :

1<sup>o</sup> l'identification du pouvoir organisateur ;

2<sup>o</sup> l'identification du responsable du pouvoir organisateur ;

- 3° l'identification du ou des établissement(s) concerné(s) par la réalisation ;
- 4° l'identification de l'enseignant responsable ;
- 5° l'unité d'enseignement concernée ;
- 6° le point de matière de l'unité d'enseignement concerné par la séquence pédagogique à créer ;
- 7° une proposition de scénario pédagogique dans lequel s'articule la séquence pédagogique à créer avec d'autres séquences de cours en présence ou non ;
- 8° la description de la séquence pédagogique dynamique à créer ;
- 9° les compétences transversales, transposables et disciplinaires visées par la séquence pédagogique à créer.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Les dossiers de collaboration valablement introduits sont analysés et classés par le Centre de Ressources pédagogiques sur la base de la présence et de la qualité des éléments demandés.

§ 2. Un jury délibère sur la base d'un classement proposé par le Centre de ressources pédagogiques et dans les limites budgétaires allouées.

Ce jury est composé :

- 1° du Directeur général de l'Administration en charge de l'enseignement supérieur et de l'enseignement de promotion sociale ou de son représentant qui en assure la présidence ;
- 2° de trois représentants du Centre de Ressources pédagogiques ;
- 3° d'un représentant de l'Administration en charge de l'enseignement supérieur et de l'enseignement de promotion sociale ;
- 4° d'un membre du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale en tant qu'observateur avec voix consultative

Deux représentants au maximum du Ministre en charge de l'enseignement de promotion sociale peuvent assister au jury en tant qu'observateur.

Le secrétariat est assuré par le Centre de Ressources pédagogiques.

Une fois finalisée, cette proposition de sélection est communiquée au Ministre.

Les décisions finales qui seront prises relativement aux projets déposés seront motivées et communiquées aux enseignants qui ont candidaté et dont le projet a été retenu ou non.

§ 3. Les critères d'évaluation sont repris dans la grille d'évaluation annexée à l'appel à collaboration et sont les suivants :

- 1° la faisabilité et la mise en place dans le temps imparti ;
- 2° le respect des thèmes prioritaires définis pour l'appel à collaboration ;
- 3° la qualité du scénario pédagogique proposé ;
- 4° l'articulation de la séquence pédagogique à créer avec d'autres séquences pédagogiques déjà mutualisées ou en cours de mutualisation ;
- 5° la diversité et la concordance des objectifs, des activités et des évaluations ;
- 6° l'adéquation des activités de la séquence avec les acquis d'apprentissages de l'unité d'enseignement ;
- 7° l'amélioration qualitative que pourrait apporter le projet à l'enseignement et aux apprentissages prodigués dans l'établissement concerné par la mise en œuvre des outils numériques.

Chacun de ces critères est doté d'une égale pondération dans l'appréciation globale du projet.

**Art. 7.** Pour chaque dossier de collaboration sélectionné, une convention concernant les droits d'auteurs est signée entre le pouvoir organisateur, l'enseignant lauréat et le Ministère de la Communauté française. Un modèle sera annexé à la circulaire encadrant les appels à projets.

Les enseignants lauréats sont tenus de présenter l'avancement et les résultats de leur projet lors de réunions de suivi organisées avec le Centre de Ressources pédagogiques. Ce dernier mutualise les séquences pédagogiques créées au profit de tous les établissements d'enseignement de promotion sociale.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup> Le Centre de Ressources pédagogiques met à disposition des enseignants :

- 1° un environnement de création dans lequel la séquence pédagogique sera créée ;
- 2° un espace contenant des conseils et pas-à-pas de prise en main des outils techno-pédagogiques ;
- 3° une aide à la réalisation des médias via le personnel technique du Centre de Ressources pédagogiques avec son matériel ou avec le matériel de l'établissement d'enseignement de promotion sociale ;
- 4° un accompagnement techno-pédagogique des enseignants créateurs tout au long de la mise en œuvre de la séquence comprenant une recherche d'outils adaptés aux besoins exprimés ;
- 5° une diffusion de la séquence une fois terminée vers des espaces personnalisés ;
- 6° une aide à la diffusion sur un espace propre à un établissement d'enseignement de promotion sociale ou à des établissements d'un pouvoir organisateur de l'enseignement de promotion sociale.

§ 2. Les enseignants lauréats collaborent avec l'équipe du Centre de Ressources pédagogiques pour :

- 1° exploiter au mieux les possibilités des outils mis à disposition ;
- 2° mener à terme, dans les délais impartis, la réalisation de la séquence pédagogique proposée et ses tests ;
- 3° rencontrer le responsable de suivi à la fréquence mentionnée dans l'appel à collaboration ;
- 4° présenter publiquement, en fin de projet, la séquence pédagogique créée ;
- 5° mutualiser la séquence pédagogique créée.

§ 3. Les pouvoirs organisateurs veillent à :

- 1° signer ou faire signer par délégation, la convention relative aux droits d'auteur qui autorise la mutualisation de la séquence suivant que les enseignants ont cédé ou non leurs droits d'auteurs à leur employeur ;
- 2° attribuer les périodes à l'enseignant lauréat désigné dans la proposition de collaboration sélectionnée.

**Art. 9.** Le Ministre qui a l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 10.** Le présent arrêté produit ses effets le 15 octobre 2021.

Bruxelles, le 8 septembre 2022.

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
V. GLATIGNY

---

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/33414]

**8 SEPTEMBER 2022. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de voorwaarden en nadere regels voor de oproepen tot samenwerking betreffende het creëren van pedagogische sequenties in e-learning voor het onderwijs van sociale promotie**

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, artikel 120*decies*;

Gelet op de "gendertest" van 24 juni 2021, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, lid 2, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 8 oktober 2021;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 28 oktober 2021;

Gelet op het syndicale onderhandelingsprotocol in het onderhandelingscomité van sector IX, het provinciaal en lokaal comité voor openbare diensten - afdeling II en het onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs overeenkomstig de procedures van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 houdende organisatie van de betrekkingen tussen de openbare besturen en de vakbondsorganisaties van de onder deze besturen ressorterende agenten en van het besluit van 19 mei 2004 betreffende de onderhandelingen in de Franse Gemeenschap, gesloten op 30 november 2021;

Gelet op het onderhandelingsprotocol in het kader van het onderhandelingscomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap, Wallonie-Bruxelles Enseignement en de federaties van de inrichtende machten, gesloten op 26 november 2021;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 26 juni 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet binnen deze termijn is meegedeeld;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Op de voordracht van de minister van Onderwijs voor sociale promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het gebruik van mannelijke benamingen voor de verschillende titels en ambten in dit besluit is gemeenschachtig om de leesbaarheid van de tekst te verzekeren, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van benamingen van beroepen, ambten, rangen of titels.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "leerkracht": een leerkracht of een deskundige belast met een cursus (docent) in een instelling voor onderwijs voor sociale promotie in de zin van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs sociale promotie;

2° "geslaagde leerkracht": een leraar of expert-docent wiens voorstel tot samenwerking door de jury wordt geselecteerd in het kader van een oproep tot samenwerking;

3° "lestijd": lestijd die overeenstemt met een reeks onderwijsactiviteiten zoals aangegeven in een pedagogisch dossier van een onderwijseenheid op het niveau van het secundair of hoger onderwijs van het korte type of van het lange type van sociale promotie;

4° "toe te wijzen lestijd": betaalde tijd voor het opstellen van een pedagogische sequentie van de oproep tot samenwerking;

5° "samenwerkingsdossier": het dossier dat wordt ingediend in antwoord op een oproep tot samenwerking;

6° "onderwijssequentie": een e-learning onderwijssequentie die bestaat uit één of meer synchrone of asynchrone leeractiviteiten waarvan de middelen (video, oefeningen, diavoorstellingen, websites, ...), die door de leerkracht worden verstrekt en/of samen met de lerenden worden opgebouwd, zich over het algemeen op een e-learning platform bevinden en waarvan de activiteiten alleen of in groepsverband, met of zonder de steun van een online tutor, met behulp van digitale media en tools moeten worden uitgevoerd;

7° "Onderwijseenheid": een onderwijseenheid bestaande uit een cursus of een geheel van cursussen die gegroepeerd zijn omdat ze gemeenschappelijke doelstellingen hebben en een coherent geheel van leerresultaten vormen die geëvalueerd en gevalideerd kunnen worden;

8° "Pedagogisch Hulpmiddelen centrum" : Pedagogisch Hulpmiddelen centrum van de Algemene Administratie van het Onderwijs van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

**Art. 3.** De minister bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie kan subsidies of dotaties voor lestijden toekennen door middel van jaarlijkse oproepen tot samenwerking georganiseerd door het Pedagogisch Hulpmiddelen centrum aan alle inrichtende machten van het onderwijs voor sociale promotie door middel van een omzendbrief.

Elke oproep tot het indienen van projecten zal prioritaire thema's hebben. Deze zullen worden voorgesteld door de administratie die belast is met hoger onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie en tot overleg aan de Algemene Raad worden voorgelegd.

Elke oproep tot samenwerking vermeldt:

1° het aantal lestijden dat door de gecreëerde pedagogische sequentie moet worden bestreken en het aantal lestijden, die de inrichtende macht zal genieten, dat aan de geslaagde leerkracht zal worden toegekend;

2° de termijnen en nadere regels voor het indienen van samenwerkingsvoorstellen, alsook de selectietermijn ervan;

3° de termijnen of de frequentie van de uitvoeringsfasen, met inbegrip van de werkvergaderingen met de leden van het Pedagogisch Hulpmiddelen centrum;

4° de vastgestelde prioritare ontwikkelingsthema's;

5° de tijdstippen en voorwaarden voor de toekenning van de toe te kennen lestijden.

Voor twee lestijden die worden ontwikkeld in het kader van het project dat na de oproep tot samenwerking is geselecteerd, krijgt de geslaagde leraar 40 lestijden die overeenkomen met het niveau van de lestijden van de ontwikkelde onderwijseenheid (lestijd A, B of C).

**Art. 4.** Elk voorstel tot samenwerking wordt ingediend door een inrichtende macht voor het onderwijs voor sociale promotie. Elk van deze samenwerkingsvoorstellen wijst een leraar sociale opvoeding aan. Indien het voorstel tot samenwerking wordt geselecteerd, worden aan deze leerkracht de in artikel 3 voor de geslaagde leerkracht vastgestelde lestijden toegekend.

**Art. 5.** Het ingediende dossier omvat:

1° de identificatie van de inrichtende macht;

2° de identificatie van de verantwoordelijke van de organiserende macht;

3° de identificatie van de instelling(en) waarop de uitvoering betrekking heeft;

4° de identificatie van de verantwoordelijke leerkracht;

5° de betrokken onderwijseenheid;

6° het leerpunt van de onderwijseenheid waarop de te creëren pedagogische sequentie betrekking heeft;

7° een voorstel voor een pedagogisch scenario waarin de te creëren pedagogische sequentie gekoppeld wordt aan andere al dan niet bijgewoonde pedagogische sequenties;

8° de beschrijving van de te creëren dynamische pedagogische sequentie;

9° de transversale, overdraagbare en disciplinaire competenties waarop de op te zetten pedagogische sequentie is gericht.

**Art. 6. § 1.** De op geldige wijze ingediende samenwerkingsdossiers worden door het Pedagogisch Hulpmiddelen centrum geanalyseerd en ingedeeld op basis van de aanwezigheid en de kwaliteit van de gevraagde elementen.

§ 2. Een jury beraadslaagt op basis van een door het Pedagogisch Hulpmiddelen centrum voorgestelde rangschikking en binnen de toegekende budgettaire perken.

Deze jury bestaat uit:

1° de directeur-generaal van het Bestuur belast met het Hoger Onderwijs en het Onderwijs voor Sociale promotie of diens vertegenwoordiger, die het voorzigt;

2° drie vertegenwoordigers van het Pedagogisch Hulpmiddelencentrum;

3° een vertegenwoordiger van de administratie belast met het hoger onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie;

4° een lid van de Algemene Raad voor het Onderwijs voor sociale promotie als waarnemer met raadgevende stem

Ten hoogste twee vertegenwoordigers van de minister van Onderwijs voor sociale promotie kunnen als waarnemer de juryactiviteiten bijwonen.

Het secretariaat wordt verzorgd door het Pedagogisch Hulpmiddelencentrum.

Zodra dit selectievoorstel is afgerond, wordt het aan de minister meegedeeld.

Definitieve beslissingen over ingediende projecten zullen worden met redenen omkleed en meegedeeld aan de leerkrachten die een aanvraag hebben ingediend en wier project al dan niet is geselecteerd.

§ 3. De beoordelingscriteria staan vermeld in het bij de oproep tot samenwerking gevoegde evaluatieschema en zijn de volgende:

1° de haalbaarheid en uitvoering in de beschikbare tijd;

2° de overeenstemming met de prioritaire thema's die voor de oproep tot samenwerking zijn bepaald;

3° de kwaliteit van het voorgestelde onderwijsscenario;

4° de articulatie van de te creëren pedagogische sequentie met andere pedagogische sequenties die reeds wederzijds gedeeld zijn of die wederzijds gedeeld zullen worden;

5° de diversiteit en de overeenstemming van de doelstellingen, activiteiten en evaluaties;

6° de afstemming van de activiteiten van de sequentie op de leerresultaten van de onderwijseenheid;

7° de kwalitatieve verbetering die het project dankzij het gebruik van digitale hulpmiddelen zou kunnen brengen in het onderwijs en het leren in de betrokken school.

Bij de algemene beoordeling van het project wordt aan elk van deze criteria evenveel gewicht toegekend.

**Art. 7.** Voor elk geselecteerd samenwerkingsdossier wordt een overeenkomst inzake auteursrecht ondertekend tussen de inrichtende macht, de geslaagde leraar en het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Bij de omzendbrief betreffende de oproepen tot het indienen van projecten zal een model worden gevoegd.

Geslaagde leerkrachten moeten de voortgang en de resultaten van hun project presenteren tijdens vervolgbijeenkomsten met het Pedagogisch Hulpmiddelencentrum. Dit laatste bundelt de pedagogische sequenties die ten behoeve van alle instellingen voor onderwijs voor sociale promotie zijn gecreëerd.

**Art. 8.** § 1. Het Pedagogisch Hulpmiddelencentrum biedt leerkrachten:

1° een scheppende omgeving waarin de pedagogisch sequentie tot stand zal komen;

2° een ruimte met adviezen en stapsgewijze instructies voor het gebruik van de techno-pedagogische hulpmiddelen;

3° hulp bij de vewezenlijking van de media via het technisch personeel van het Pedagogisch Hulpmiddelencentrum met zijn eigen uitrusting of met de uitrusting van de onderwijsinstelling voor sociale promotie;

4° technische en pedagogische ondersteuning van de creatieleerkrachten tijdens het hele verloop van de uitvoering van de sequentie, met inbegrip van het zoeken naar hulpmiddelen die aangepast zijn aan de geuite behoeften;

5° een verspreiding van de sequentie na voltooiing naar gepersonaliseerde ruimten;

6° steun voor verspreiding op een specifieke ruimte van een instelling voor onderwijs voor sociale promotie of van instellingen van een inrichtende macht voor onderwijs voor sociale promotie.

§ 2. De geslaagde leerkrachten werken samen met het team van het Pedagogisch Hulpmiddelencentrum om:

1° optimaal gebruik te maken van de beschikbare instrumenten;

2° de voorgestelde pedagogische sequentie en de bijbehorende toetsen binnen de gestelde termijn af te ronden;

3° te vergaderen met de toezichthoudende ambtenaar volgens de frequentie vermeld in de oproep tot samenwerking;

4° op het einde van het project, de gecreëerde pedagogische sequentie publiek voor te stellen;

5° de gecreëerde pedagogische sequentie te delen.

§ 3 De inrichtende machten zien erop toe dat:

1° de overeenkomst met betrekking tot de auteursrechten ondertekend of ondertekend wordt bij delegatie, die het delen van de sequentie toelaat naargelang de leerkrachten hun auteursrechten al dan niet hebben overgedragen aan hun werkgever;

2° de lestijden toegewezen worden aan de geslaagde leerkracht vermeld in het geselecteerde samenwerkingsvoorstel.

**Art. 9.** De minister bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 10.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 15 oktober 2021.

Brussel, 8 september 2022.

De minister-president,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire Ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,  
V. GLATIGNY